

# COMMUNE DE MILVIGNES



## **Projet pré- et parascolaire « Les Mûriers » à Colombier (Milvignes) englobant une salle des sociétés**

**Variante 1 : Transformation et assainissement**

**Variante 2 : Nouvelle construction après démolition**



**Marché en groupement pluridisciplinaire de mandataires composé d'un architecte, d'un ingénieur civil et des ingénieurs spécialisés en installations techniques CVSE et en physique du bâtiment**

### **Dispositions administratives de la procédure**

#### **1<sup>er</sup> tour – Appel à candidatures**

(2<sup>ème</sup> tour de la procédure = Mandats d'étude parallèles)

Procédure soumise aux Accords internationaux sur les marchés publics et à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP)

# SOMMAIRE

## A. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

1. L'ADJUDICATEUR, LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE ET L'ORGANISATEUR	3
2. OBJECTIF DES MANDATS D'ÉTUDE PARALLÈLES	3
3. GENRE DE CONCOURS	3
4. GROUPEMENT PLURIDISCIPLINAIRE DE MANDATAIRES	3
5. BASES JURIDIQUES	4
6. CONDITIONS DE PARTICIPATION	4
7. RÉCUSATION	5
8. INCOMPATIBILITÉ	5
9. MODALITÉS DE PARTICIPATION	6
10. RENDUS ATTENDUS ET INDEMNITÉS	6
11. GENRE ET AMPLEUR DU MANDAT ATTRIBUÉ À L'ISSUE DE LA PROCÉDURE	7
12. CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'APPRÉCIATION	8
13. COMPOSITION DU COLLÈGE D'EXPERTS	9
14. CALENDRIER	9
15. VISITE DU SITE	10
16. QUESTIONS	10
17. REMISE DES DOSSIERS DE CANDIDATURE	10
18. RECEVABILITÉ DU DOSSIER DE CANDIDATURE	11
19. DÉCISION DE SÉLECTION	11
20. RENSEIGNEMENTS RELATIFS À LA DÉCISION DE SÉLECTION	11
21. ANNONCE DES RÉSULTATS DES MEP, DROIT D'AUTEUR ET PUBLICATION DU PROJET	11
22. RAPPORT DU COLLÈGE D'EXPERTS	12
23. EXPOSITION PUBLIQUE DES PROJETS	12
24. VOIES DE RECOURS	12
25. SIGNATURES POUR APPROBATION	13

## B. PRÉSENTATION DU PROJET

26. HISTORIQUE ET BREF DESCRIPTIF DES INTENTIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE	14
---	----

### Annexes à compléter liées aux conditions de participation :

- Annexe P1 (*attestation sur l'honneur*)
- Annexe P4 (*caractéristiques du candidat*)
- Annexe P6 (*engagement égalité hommes-femmes*)
- Annexe P7 (*engagement sur les conditions de travail OIT*)
- Annexe Q8 (*références des bureaux*)
- Annexe R9 (*qualifications et références des personnes-clés*)
- Annexe R13 (*approche méthodologique du projet*)

**Documents téléchargeables sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) :**

- Etude de faisabilité du 19 août 2019 et ses annexes
- Complément de l'étude de faisabilité du 29 novembre 2019
- Annexe C1 – Schéma de répartition des responsabilités dans le cadre des MEP

**Autres informations accessibles sur un site Internet :**

- [www.milvignes.ch](http://www.milvignes.ch) (site Internet de la Commune de Milvignes)
- <https://www.milvignes.ch/politique/recueil-systematique> (règlement communal de Colombier Aménagement et constructions, onglet 790)
- [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (avis officiel + loi cantonale et son règlement d'application de l'AIMP)
- [www.sia.ch](http://www.sia.ch) (commande du règlement SIA 143 et des normes SIA référencées dans ce document)
- [www.minergie.ch](http://www.minergie.ch) (site officiel Minergie)
- <https://rsn.ne.ch/DATA/program/books/rsne/pdf/74010.pdf> (problématique de l'énergie et exemplarité communale)
- [www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch) (secrétariat d'Etat à l'économie)
- <https://www.mapgeomatique.ch> (cadastre)
- [Géoportail du SITN \(ne.ch\)](http://Geoportail-du-SITN.ne.ch) (guichet cartographique et d'aménagement du territoire cantonal)

**Glossaire :**

AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AMP-OMC	Accord international de l'OMC (ex-GATT) sur les marchés publics
KBOB	Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des Maîtres d'ouvrages publics
LMP-NE	Loi cantonale neuchâteloise sur les marchés publics
MEP	Mandats d'étude parallèles
REG	Fondation des registres suisses des professionnels de l'ingénierie, de l'architecture et de l'environnement
RLMP-NE	Règlement cantonal neuchâtelois sur les marchés publics
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SIA	Société suisse des ingénieurs et des architectes
SIMAP	Système d'information sur les marchés publics en Suisse

## A. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES DE LA PROCÉDURE

### 1. L'ADJUDICATEUR, LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE ET L'ORGANISATEUR

#### Adjudicateur et Maître de l'ouvrage :

Commune de Milvignes  
Service du patrimoine et des domaines  
Rue Haute 20  
Case postale 64  
2013 Colombier

#### Organisateur :

Vallat Partenaires SA  
Monsieur Patrick Vallat  
Case postale 126  
1196 Gland  
[patrick.vallat@v-partenaires.ch](mailto:patrick.vallat@v-partenaires.ch)

### 2. OBJECTIF DES MANDATS D'ÉTUDE PARALLÈLES

L'objectif est de réaliser le projet, soit en transformant et en assainissant le bâtiment existant (variante 1), soit en démolissant le bâtiment existant et en construisant un nouveau (variante 2).

Vu les contraintes tant architecturales que techniques et surtout fonctionnelles qu'un tel projet nécessite de résoudre, notamment par l'étude des deux variantes, par le fait qu'il soit difficile d'élaborer un cahier des charges précis et définitif selon les contraintes réglementaires de construction, mais aussi par le fait qu'il soit nécessaire au Maître de l'ouvrage et à ses services de pouvoir dialoguer avec les concurrents sur leur approche méthodologique et leur concept d'intervention, permettant ainsi de vérifier et de préciser le cahier des charges et la variante la plus opportune, il a été décidé de privilégier la mise en concurrence sous la forme d'un concours de mandats d'étude parallèles (MEP).

Cette procédure a donc pour objectif de déterminer au fur-et-à-mesure du processus de réflexion et des échanges avec les mandataires, la meilleure variante et ensuite le meilleur projet à même de satisfaire les besoins futurs du Maître de l'ouvrage, ainsi que l'interaction de certains locaux et le fonctionnement général du site, des d'accès et des circulations horizontales et verticales.

Il n'est pas privilégié à ce jour une variante plus qu'une autre. Les études de faisabilité effectuées à ce jour sont remises en annexe.

### 3. GENRE DE PROCÉDURE

La présente procédure est un concours de mandats d'étude parallèles (MEP) d'architecture et d'ingénierie pour l'élaboration d'un avant-projet, conforme avec les dispositions du règlement SIA 143, édition 2009.

La procédure ouverte au niveau international se déroule en 2 tours :

- 1<sup>er</sup> tour = appel à candidatures et sélection de 4 à 6 candidats, à savoir 2 à 3 pour chaque variante
- 2<sup>ème</sup> tour = mandats d'étude parallèles (MEP). Il est divisé en 2 phases de travail présentées au cours de 2 ateliers de dialogue avec les concurrents. Le Maître de l'ouvrage peut décider d'une prolongation des MEP par une 3<sup>ème</sup> phase de développement, donc avec un 3<sup>ème</sup> atelier de dialogue, si cela est jugé nécessaire. A l'issue du 1<sup>er</sup> degré des MEP, le Collège d'experts, avec l'accord des représentants du Maître de l'ouvrage, peut décider de poursuivre le 2<sup>ème</sup> degré uniquement avec les concurrents ayant travaillé sur une des variantes.

### 4. GROUPEMENT PLURIDISCIPLINAIRE DE MANDATAIRES

A l'issue de la présente procédure de mise en concurrence, il est prévu l'attribution d'un mandat à un groupement pluridisciplinaire de mandataires. Dans un premier temps, pour cet appel à candidatures, le groupement doit être composé des **compétences d'architecte et d'ingénieur civil, ainsi que des compétences d'ingénieurs spécialisés en installations de chauffage-ventilation (CV), de sanitaire (S) et d'électricité (E), et d'un spécialiste en physique du bâtiment.**

Lors de la 1<sup>ère</sup> phase des MEP, seul l'architecte sera impliqué. Durant toute la durée des MEP, le groupement peut consulter des spécialistes s'il les juge nécessaires, notamment en ce qui concerne les exigences en protection et défense incendie selon les directives AEAI, mais sans engagement du Maître de l'ouvrage.

Un bureau peut répondre à plusieurs compétences voire la totalité des compétences. Le cas échéant, un collaborateur possédant une compétence particulière ne pourra pas participer à plusieurs candidatures.

**L'association de bureaux par compétence n'est pas admise à part pour la compétence d'architecte dont le bureau peut s'associer avec un autre bureau d'architecte.**

**La sous-traitance des prestations n'est pas admise à part pour le mandat de physicien du bâtiment.**

Les conditions de participation concernent chaque membre du groupement.

La composition du groupement, tant pour la phase d'appel à candidatures que pour la phase des MEP, ne pourra plus être modifiée jusqu'à la fin de la procédure, sauf entente entre l'organisateur et le candidat concerné, validée par le Collège d'experts, notamment en cas de force majeure indépendante du candidat.

Un bureau ne peut participer qu'à une seule candidature. Les sociétés qui possèdent plusieurs succursales ne pourront présenter qu'une seule succursale. Cette façon de procéder permet ainsi de préserver les intérêts et les droits d'auteur de chaque groupement candidat et de diversifier les solutions conceptuelles.

Les bureaux et entreprises ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au bureau ou à l'entreprise concernée des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres membres d'une candidature tierce portant ou non la même raison sociale.

Le non-respect des conditions du contenu de ce chapitre entraînera l'exclusion de la candidature.

## 5. BASES JURIDIQUES

La procédure est soumise à l'Accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP), à la Loi sur le marché intérieur (LMI) et à la Loi cantonale sur les marchés publics (LMP) et à son règlement d'application (RLMP). Elle est également soumise aux traités internationaux sur les marchés publics (AMP-OMC).

La participation à la procédure implique pour l'adjudicateur, l'organisateur, le collège d'experts, les spécialistes-conseils et les concurrents, l'acceptation des clauses du présent document. En outre, sont applicables les lois et normes suisses et cantonales en matière de construction et d'aménagement.

La procédure fait référence aux exigences et conditions du Règlement SIA 143 des mandats d'étude parallèles d'architecture et d'ingénierie, édition 2009 (peut être commandé via le site [www.sia.ch](http://www.sia.ch)). Il n'a pas été entrepris une démarche de certification auprès de la Commission des concours de la SIA et les dérogations à cette dernière sont précisées dans les présentes directives administratives.

## 6. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Les conditions de participation doivent être remplies par tous les membres du groupement pluridisciplinaire de mandataires au moment du dépôt du dossier de candidature.

Le candidat a l'obligation de choisir une des deux variantes pour laquelle il a l'intention de participer aux MEP. Un candidat ne peut donc pas déposer deux dossiers de candidature, un pour chaque variante. Il le précisera dans l'Annexe P4.

Tous les documents Q et R que le candidat déposera doit se référer à la variante choisie. Ainsi, par exemple, si le candidat choisit la variante 1 (transformations et assainissement), il devra présenter des références de bureaux et des personnes-clés, ainsi qu'une approche méthodologique en adéquation.

La langue officielle de la procédure, de présentation des documents, de dialogue avec les experts et d'exécution des prestations est le français, ceci y compris pour le futur mandat le cas échéant. Toutes les informations ou documents qui ne sont pas fournis en français ne seront pas pris en considération.

La procédure est ouverte à tous les professionnels établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'Accord OMC sur les marchés publics et qui offre la réciprocité aux bureaux suisses en matière d'accès aux marchés publics.

Lors du dépôt de leur dossier de candidature, au moins un collaborateur ou une collaboratrice de chaque membre de la candidature doit remplir l'une des deux conditions suivantes :



- Etre inscrit, à la date de dépôt du dossier de candidature, au Registre des Architectes et Ingénieurs REG A ou REG B de la Fondation Suisse du Registre des Ingénieurs, des Architectes et des Techniciens (<http://www.schweiz-reg.ch/>), ou à un registre officiel professionnel étranger équivalent ;
- Etre porteurs, à la date de dépôt du dossier de candidature, d'un diplôme de l'Institut d'Architecture de l'Université de Genève (IAUG/EAUG), de l'Académie d'Architecture de Mendrisio, des filières d'ingénieurs, architectes-paysagistes et d'architectes des Ecoles Polytechniques Fédérales de Lausanne ou de Zurich (EPF), ou des Hautes écoles Spécialisées (HES/ETS), ou un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence.

**En outre, les critères d'aptitude suivants doivent être remplis, sous peine d'exclusion de la candidature :**

- a) Le bureau d'architecte pilote doit présenter au moins une référence (annexe Q8) d'un projet d'intérêt public, de transformation et assainissement ou de construction neuve selon la variante choisie, d'au moins 5 millions TTC (CFC 1 à 5), pour une entité publique assujettie à la législation sur les marchés publics (par exemple : bâtiment administratif public ou bâtiment scolaire/parascolaire/préscolaire ou EMS), couvrant toutes les phases 31 à 53 selon le Règlement SIA 102, ceci sans sous-traitance ou association avec un autre bureau d'architecte ;
- b) La personne-clé annoncée comme chef de projet doit présenter au moins une référence dont il a eu la responsabilité complète dans cette fonction (annexe R9), d'un projet d'intérêt public, de transformation et assainissement ou de construction neuve selon la variante choisie, d'au moins 5 millions TTC (CFC 1 à 5), pour une entité publique assujettie à la législation sur les marchés publics (par exemple : bâtiment administratif public ou bâtiment scolaire/parascolaire/préscolaire ou EMS), couvrant au moins les phases 31 à 33 selon le Règlement SIA 102.

Un employé peut participer à la procédure si son employeur l'y autorise et ne participe pas lui-même à la procédure, comme concurrent, membre d'une candidature ou membre du Collège d'experts. L'autorisation signée de l'employeur devra être annexée au dossier de candidature.

En outre, le concurrent doit pouvoir apporter la preuve, à la première réquisition, que son bureau ou, le cas échéant, chacun des membres de l'association de bureaux, temporaire ou permanente, est à jour avec le paiement des charges sociales de son personnel et qu'il respecte les usages professionnels en vigueur pour sa profession, ceci selon les exigences de l'Annexe P1.

Ainsi, en déposant son dossier de candidature, le candidat s'engage sur l'honneur (annexes P), pour chacun de ses membres, au respect absolu du paiement de ses charges sociales obligatoires et d'être inscrit au registre du commerce ou sur un registre professionnel reconnu, mais aussi de respecter la Loi sur l'égalité salariale.

Le non-respect des conditions de ce chapitre entraînera l'exclusion de la candidature.

## 7. RÉCUSATION

L'article 12.2 du règlement SIA 143 des mandats d'étude parallèles d'architecture et d'ingénierie, édition 2009, est applicable.

Les bureaux et leur personnel peuvent participer à la procédure que s'ils ne se trouvent pas en conflit d'intérêt de parenté ou économique avec un membre du Collège d'experts, un suppléant, un spécialiste-conseil ou une personne en charge de l'organisation et du secrétariat de la procédure, sous peine d'exclusion de la candidature dans son entier.

Pour davantage d'information, vous pouvez télécharger la directive éditée par la SIA ([www.sia.ch](http://www.sia.ch), rubrique « Concours » → Lignes directrices → Document PDF « Conflits d'intérêt »).

## 8. INCOMPATIBILITÉ (PRÉ-IMPLICATION)

Toute personne et tout bureau qui ont participé à la préparation et à l'organisation de la procédure, ainsi qu'aux démarches d'aide à la décision et à l'élaboration des documents de la procédure de mise en concurrence, ne sont pas autorisés par l'adjudicateur à y participer. Cela concerne les membres du Collège d'experts, les suppléants et les spécialistes conseils, ainsi que le Maître de l'ouvrage. Ils sont informés qu'ils possèdent un devoir de réserve et de confidentialité sur les informations qu'ils détiennent. Les personnes concernées ne peuvent donc pas transmettre des informations ou des documents à des tiers, qu'ils participent ou non à la procédure, sauf sur autorisation de la part de l'adjudicateur ou de son représentant.

Le bureau d'architectes qui a été en charge des études de faisabilité, Andrea Pelati Architecte, est autorisé à déposer un dossier de candidature. Les documents qu'il a produits pour le Maître de l'ouvrage sont remis en annexe. Si des questions portent sur le résultat de leur travail, il devra accepter de fournir les réponses via l'organisateur de l'appel à candidatures.

Les candidats ne sont pas autorisés à poser des questions directement au bureau précité et ce dernier n'est pas autorisé à répondre aux sollicitations externes à part celles de l'organisateur. Seules les modalités des questions-réponses décrites dans le présent document sont applicables.

Il est rappelé que le fait de cacher des informations et/ou des documents essentiels à la compréhension du programme et du projet représente un grave défaut de transparence qui peut entraîner l'exclusion du bureau concerné et, de facto, de sa candidature dans son entier.

La société Vallat Partenaires SA de Monsieur Patrick Vallat, n'est pas autorisée à déposer un dossier de candidature.

## 9. MODALITÉS DE PARTICIPATION

L'avis officiel de concours est publié sur le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch), page du canton de Neuchâtel, ainsi que sur le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE).

Il n'est requis aucun émolument de participation à la procédure. Néanmoins, l'organisateur recommande aux candidats de télécharger les documents sur le site SIMAP.CH.

Lors de l'appel à candidatures, aucun document ne sera distribué sur support CD-Rom, clé USB ou par voie postale. Les documents sont tous accessibles sur la plateforme électronique SIMAP.CH.

Le concurrent déposera un dossier de candidature dans le délai fixé par l'adjudicateur et auprès de l'adresse de l'organisateur de la procédure qui figure au chapitre 1 du présent document, accompagné des preuves et documents requis. En résumé, le candidat remettra les documents suivants :

- Annexes P4, Q8, R9 et R13 dûment complétées ;
- Attestations sur l'honneur (Annexes P1, P6 et P7), datées et signées par chacun des membres de la candidature ;
- Copie du diplôme de chaque personne possédant la compétence requise au chapitre 4 ou preuve de l'inscription sur un registre professionnel dans un ou des domaines de compétence requis au chapitre 4.

## 10. RENDUS ATTENDUS ET INDEMNITÉS

Le rendu du 1<sup>er</sup> tour est un dossier de candidature (Annexes P, Q et R). Ce rendu ne donne droit à aucune indemnité.

Le 2<sup>ème</sup> tour de la procédure donne droit à une indemnité à chaque candidat retenu à l'issue du 1<sup>er</sup> tour, ceci pour autant que son rendu soit conforme aux exigences fixées. L'indemnité est versée après chaque degré des MEP, en fonction des prestations et documents décrits ci-après.

Le Collège d'experts se réserve la possibilité de ne pas retenir un candidat pour le 2<sup>ème</sup> degré, voire le 3<sup>ème</sup> degré des MEP, si son concept n'est pas du tout satisfaisant ou ne respecte pas les exigences essentielles du programme des locaux et des conditions de participation, voire si la variante 1 ou 2 ne devait finalement pas être retenue pour un développement plus approfondi. Le cas échéant, il ne sera indemnisé que pour le ou les degrés achevés pour autant que son dossier soit recevable.

Déroulement et rendus attendus lors du 2<sup>ème</sup> tour de la procédure :

### **a) 1<sup>er</sup> atelier de dialogue – CONCEPT :**

Développement d'un concept d'intervention sur la base du cahier des charges et des recommandations du Collège d'experts lors de l'atelier de lancement des MEP, mais aussi en fonction de la variante choisie par le candidat. Le rendu concerne tout le périmètre qui sera déterminé pour le concours sous la forme d'idées d'intention (périmètre indiqué au § 26 ci-après).

Le candidat produira une étude d'implantation et de gabarit, ainsi qu'un concept de répartition des locaux et des affectations principales, sans le détail intérieur des locaux, mais avec leurs accès et circulations, flux des personnes et logistiques, plans et coupes à l'échelle 1 :500, complétés d'images de références architecturales et d'un descriptif de la démarche et du concept proposé.

Le rendu doit être sous la forme d'une présentation Powerpoint et de 2 planches A1 au maximum, complété d'une maquette d'étude de volumes en carton à l'échelle 1 :200. La présentation Powerpoint et la maquette peuvent être apportées lors de l'atelier de présentation du concept au Collège d'experts.

**Montant de l'indemnité forfaitaire par concurrent : CHF 10'000.— HT.** Elle n'a pas été calculée selon les recommandations du Règlement SIA 143.

A l'issue de cette première phase, le Collège d'experts souhaite retenir deux à quatre meilleurs concepts, que ce soit pour une seule variante ou pour l'ensemble des variantes étudiées.

**b) 2<sup>ème</sup> atelier de dialogue – AVANT-PROJET :**

Le concurrent développera le concept proposé lors du 1<sup>er</sup> degré sous la forme d'un avant-projet sur la base des recommandations du Collège d'experts à l'issue du 1<sup>er</sup> atelier. Il ne pourra pas modifier fondamentalement son concept sous peine que sa proposition soit considérée comme non recevable.

Certains aménagements et équipements seront dessinés à des échelles appropriées pour le jugement. La prestation ne concernera que le périmètre défini. Les autres bâtiments hors du périmètre devront être mentionnés à titre indicatif avec leurs accès, implantations et volumes.

Tous les bâtiments existants sur le site qui sont prévus d'être démolis, le cas échéant, devront être mis en évidence en fond jaune clair. Pour la variante de transformation, les nouveaux murs devront être indiqués en rouge et les murs démolis en jaune.

Le concurrent produira un avant-projet d'implantation avec les aménagements extérieurs et les accès, de plans de tous les niveaux, d'au moins deux coupes nécessaires à la compréhension du projet, et du dessin de toutes les façades, à l'échelle 1 :200. En outre, il est demandé une coupe sur le système constructif de la façade et de la toiture, à l'échelle 1 :50, ainsi qu'au moins une perspective extérieure du bâtiment avec vue sur l'entrée principale. Le concurrent doit intégrer sur les planches des textes explicatifs sur le projet architectural et sur la proposition fonctionnelle (répartition des affectations et gestion des flux). Les perspectives intérieures sont au libre choix du concurrent.

Le rendu doit être sous la forme d'une présentation Powerpoint et de 4 planches A1 au maximum, ceci en deux exemplaires et sur support électronique (clé USB). Le dossier doit être complété de la maquette d'étude du projet à l'échelle 1 :200 et des réductions des planches au format A3 en 5 exemplaires. La présentation Powerpoint et la maquette peuvent être apportées lors de l'atelier de présentation de l'avant-projet au Collège d'experts.

Les schémas statiques et structurels, le concept énergétique du bâtiment, le concept de physique du bâtiment et les concepts d'installations CVSE, ainsi que les propositions de matériaux et l'approche en matière de développement durable, y compris les textes explicatifs, doivent être insérés sur les plans remis par le concurrent.

**Montant de l'indemnité forfaitaire par concurrent : CHF 25'000.— HT.** Elle n'a pas été calculée selon les recommandations du Règlement SIA 143.

**c) Eventuel : 3<sup>ème</sup> atelier de dialogue – COMPLÉMENT D'AVANT-PROJET :**

Le Collège d'experts peut, s'il le juge nécessaire et avec l'accord unanime des représentants du Maître de l'ouvrage, décider de prolonger les MEP par un degré supplémentaire suite aux expertises des projets, ceci afin de demander des compléments d'informations et/ou de projet à un ou deux concurrents pressentis d'être le lauréat avant le jugement final. Le cas échéant, cette démarche s'effectuera en toute transparence et une indemnité sera allouée à chaque concurrent concerné dont le montant sera calculé en fonction du travail à effectuer, mais ne pourra en aucun cas dépasser le montant de **CHF 10'000.— HT par concurrent.**

## **11. GENRE ET AMPLEUR DU MANDAT ATTRIBUÉ À L'ISSUE DE LA PROCÉDURE**

Conformément au Règlement SIA 143 sur les MEP, édition 2009, le Maître de l'ouvrage a l'intention d'attribuer au lauréat, recommandé par le Collège d'experts, un mandat en 2 tranches :

- Tranche ferme pour les phases 31 à 41 selon SIA 112, respectivement SIA 102, 103 et 108 (avant-projet, projet définitif, autorisation de construire, appels d'offres d'entreprises réalisés au moins à 80% et devis général révisé sur la base des montants des entreprises adjudicataires).
- Tranche conditionnelle pour les phases 41 (solde) à 53 selon SIA 112, respectivement SIA 102, 103 et 108, conditionnée à l'obtention du permis de construire, de l'obtention du crédit d'investissement et à la décision de réaliser ou non les travaux par une entreprise générale, pour la totalité du projet ou pour certaines parties d'ouvrage.



Dans ce dernier cas, le lauréat aura au moins la charge des plans d'exécution et de la direction architecturale, ce qui le cas échéant représentera un total d'au moins 64% des prestations selon SIA 112.

A l'issue de la procédure, le lauréat devra calculer les honoraires sur les bases suivantes :

- Le chiffrage du projet par l'économiste ;
- Le résultat des études réalisées dans le cadre des MEP constitue une partie de la phase d'avant-projet, raison pour laquelle un montant équivalent à 50% de l'indemnité allouée au concurrent sera déduit des honoraires de la phase d'avant-projet ;
- En cas de mandat subséquent attribué à l'issue de la procédure, l'offre d'honoraires sera négociée de gré à gré sur la base des prestations demandées.

D'autres mandataires spécialisés sont susceptibles d'être mandatés directement par le Maître de l'ouvrage selon les besoins du projet, tels un spécialiste en sécurité et défense incendie, un géomètre, un géotechnicien et un acousticien, ceci par une mise en concurrence selon la Loi sur les marchés publics, voire de gré à gré selon la valeur de leurs prestations.

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit de :

- attribuer un mandat particulier à un des bureaux du groupement lauréat, recommandé par le Collège d'experts, ceci afin que son travail soit approfondi sur certains aspects techniques et/ou architectural ;
- demander au lauréat de s'adjoindre des mandataires supplémentaires s'il estime que ce dernier ne dispose pas des compétences, d'une capacité ou d'une disponibilité suffisantes et nécessaires pour les prestations de préparation, d'exécution et/ou de suivi du chantier, ou encore dans le but de garantir un développement du projet dans le sens des objectifs fixés, de la qualité, des délais et des coûts, mais aussi du point de vue du respect des réglementations en matière de construction et de marchés publics.

Il est prévu l'attribution d'un mandat en consortium de mandataires selon les modèles SIA 1001/1 et 1001/2, ceci à l'issue de la procédure.

## 12. CRITÈRES DE SÉLECTION ET D'APPRÉCIATION

### **1<sup>er</sup> tour – appel à candidature – Critères de sélection :**

<b>1. APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE DU PROJET (annexe R13)</b>	<b>35 %</b>
<b>2. QUALIFICATIONS ET EXPÉRIENCES DES PERSONNES-CLÉS (annexe R9) *</b>	<b>25 %</b>
<b>3. RÉFÉRENCES DES BUREAUX MEMBRES DE LA CANDIDATURE (annexe Q8) *</b>	<b>25 %</b>
<b>4. CAPACITÉ ET ORGANISATION DU CANDIDAT (annexes P4 et R8)</b>	<b>15 %</b>

\* Critère éliminatoire si le candidat reçoit une note inférieure à 3 sur 5 s'il ne remplit pas les exigences d'aptitude fixées au chapitre 1 du présent document.

L'évaluation des dossiers se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'organisateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement. L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

### **2<sup>ème</sup> tour – mandats d'étude parallèles – Critères d'appréciation pour les deux degrés, à titre indicatif (tous les critères ne seront pas pris en considération pour le 1<sup>er</sup> degré) :**

Le Collège d'experts a défini les critères d'appréciation suivants, sans ordre d'importance et sous réserve de compléments selon l'évolution prise par les mandats d'étude parallèles :

- ⇒ Intégration dans le site et accessibilité aux bâtiments ;
- ⇒ Relations aux bâtiments et aux aménagements existants et futurs ;
- ⇒ Qualité des aménagements extérieurs, des espaces publics et des parkings ;
- ⇒ Le fonctionnement général du projet et des différentes activités entre elles ;
- ⇒ Prise en compte des exigences et contraintes du programme des locaux ;
- ⇒ Traitement des aménagements, circulations, accès et parkings intérieurs ;
- ⇒ Traitement des transitions entre espaces publics, semi-publics et privés ;
- ⇒ Les qualités du concept architectural (typologie, façades, etc.) ;
- ⇒ La fonctionnalité des différentes affectations et leurs liens ;

- ⇒ La polyvalence, la modularité et la flexibilité d'utilisation des espaces communs ;
- ⇒ Les qualités spatiales et de lumière naturelle.
- ⇒ La faisabilité structurelle et constructive ;
- ⇒ Le concept énergétique et d'installations CVSE ;
- ⇒ Matériaux et prise en considération des principes du développement durable.
- ⇒ Economie générale et rationalité du projet pour limiter les coûts de construction et d'exploitation.

### 13. COMPOSITION DU COLLÈGE D'EXPERTS

#### **Président et membre professionnel**

Monsieur Bruno Marchand Architecte EPFL-SIA-FAS

#### **Membres professionnels (par ordre alphabétique)**

Monsieur Philippe Donner Architecte EPFL, Président de la Commission d'urbanisme, Milvignes  
 Monsieur Laurent Fragnière Architecte HES et économiste dipl. fédéral, bureau éo architectes sa  
 Monsieur Philippe Rod Chef du service du patrimoine et des domaines, Milvignes  
 Monsieur Bernard Zurbuchen Architecte EPF-SIA-FAS, bureau M+B Zurbuchen-Henz

#### **Membres non professionnels (par ordre alphabétique)**

Madame Natacha Aubert Conseillère communale de Milvignes  
 Madame Solange Platz Erard Présidente du Conseil communal de Milvignes

#### **Suppléants professionnels (par ordre alphabétique)**

Monsieur Angelo Suffia Chef du service technique et des constructions, Milvignes  
 Monsieur Patrick Vallat Architecte et économiste HES / EIL, bureau Vallat Partenaires SA

#### **Suppléants non professionnels (par ordre alphabétique)**

Monsieur Louis Godet Vice-président de la Commission d'urbanisme, Milvignes

#### **Spécialistes-conseils (peuvent être consultés lors de l'appréciation des candidatures et interviendront principalement lors du 2<sup>ème</sup> degré des MEP)**

Monsieur Pierre-Luc Carnal Ingénieur civil dipl EPFL, bureau Trigone Sàrl, expert en statique et système structurel des bâtiments  
 Monsieur Flourentzos Flourentzou Dr es sciences, expert en concept énergétique, en développement durable en éclairage et en physique du bâtiment, bureau Estia SA  
 Monsieur Hervé Hejtmanek Economiste de la construction, bureau EMCO Management SA

#### **Secrétaire / organisateur de la procédure**

Monsieur Patrick Vallat

Comme exigé par l'art. 10.4 du règlement SIA 143, la majorité des membres du Collège d'experts sont des professionnels dont au moins la moitié sont des professionnels indépendants du Maître de l'ouvrage. Les suppléants participent à toutes les séances et, s'ils ne sont pas appelés à remplacer un membre du collège d'experts, ont une voix consultative. Les spécialistes-conseils ont une voix consultative. L'organisateur, sur requête du collège d'experts approuvée par l'adjudicateur, peut faire appel à d'autres spécialistes-conseils, notamment un représentant du service technique communal et un ingénieur AEAI.

Les représentants des futurs utilisateurs des locaux seront également consultés via leur direction, selon le développement des mandats d'étude parallèles. Le cas échéant, il sera fait en sorte de les choisir afin qu'ils ne se trouvent pas en conflit d'intérêt avec un des concurrents. Ces derniers peuvent également assister aux présentations des projets par les concurrents, mais sans droit de parole.

### 14. CALENDRIER

#### **1<sup>er</sup> tour de la procédure (appel à candidatures) :**

- Appel à candidatures avec avis officiel le 5 novembre 2021
- Visite « silencieuse » du bâtiment le 12 novembre 2021 à 14h00
- Questions des participants via le site Internet SIMAP.CH au plus tard le 15 novembre 2021
- Réponses de l'adjudicateur via le site Internet SIMAP.CH prévues d'ici le 22 novembre 2021
- **Dépôt des candidatures (le cachet postal ne fait pas foi) au plus tard le 6 décembre 2021 à 11h00**
- Décision de sélection des candidats pour le 2<sup>ème</sup> tour prévue d'ici le 23 décembre 2021

**2<sup>ème</sup> tour de la procédure (MEP) :**

- **Lancement des MEP avec envoi du dossier** **prévu le 10 janvier 2022**
- Visite « silencieuse » du bâtiment le 14 janvier 2022 à 10h00
- Questions des participants au plus tard le 18 janvier 2022
- Réponses prévues d'ici le 24 janvier 2022
- Rendu des projets du 1<sup>er</sup> degré au plus tard le 21 mars 2022 à 11h00
- Analyse de recevabilité des concepts entre le 22 et le 25 mars 2022
- **Atelier 1 (présentations individuelles avec maquettes)** **le 28 mars 2022 toute la journée**
- Séance de jugement, de sélection et de recommandations le 29 mars 2022 toute la journée
- Lancement du 2<sup>ème</sup> degré avec les recommandations le 4 avril 2022
- Questions des participants au plus tard le 8 avril 2022
- Réponses prévues d'ici le 14 avril 2022
- Rendu des projets du 2<sup>ème</sup> degré au plus tard le 13 juin 2022 à 11h00
- Analyse de recevabilité des avant-projets entre le 14 et le 17 juin 2022
- Expertises des projets du 2<sup>ème</sup> degré entre le 14 et le 24 juin 2022
- **Atelier 2 (présentations individuelles avec maquettes)** **le 27 juin 2022 toute la journée**
- Séance de jugement et de désignation du lauréat \* le 28 juin 2022 toute la journée
- Annonce du lauréat des MEP (sous embargo jusqu'au vernissage) \* d'ici le 6 juillet 2022
- Vernissage et distribution du rapport final du Collège d'experts \* le 8 août 2022 à 17h30
- Exposition publique \* du 9 au 12 août 2022
- Discussion des honoraires et du contrat \* du 15 au 31 août 2022
- Vote du crédit d'étude \* d'ici mi-décembre 2022
- Début du mandat \* mi-janvier 2023

\* sous réserve d'une décision du Collège d'experts, après approbation du Maître de l'ouvrage, de réaliser un 3<sup>ème</sup> degré d'avant-projet complémentaire avec un ou deux concurrents.

**15. VISITE DU SITE**

Il est organisé une visite du site et du bâtiment durant la phase de l'appel à candidatures. Le site est accessible en tout temps dans ses limites publiques. Il sera également organisé une visite du bâtiment avec les candidats sélectionnés.

**16. QUESTIONS**

Les questions peuvent être posées uniquement sur le site [www.simap.ch](http://www.simap.ch) (accès avec votre Login de candidat).

Délai pour poser des questions : **selon calendrier du § 14.**

La liste des questions et des réponses sera communiquée dans les 5 jours ouvrables après le délai fixé à tous les participants via le site Internet SIMAP.CH.

**17. REMISE DU DOSSIER DE CANDIDATURE**

Le dossier de candidature complet doit parvenir au plus tard à la date et heure prévues **selon le calendrier du § 14**, auprès de l'adjudicateur (adresse du § 1). Le cachet postal ne fait pas foi pour le respect du délai fixé.

Il appartient au candidat de tout mettre en œuvre pour respecter le délai de dépôt de sa candidature sous peine de voir son dossier refusé de facto.

Le dossier de candidature doit être remis en **2 exemplaires papier et 1 exemplaire sur support électronique (clef USB) avec les fichiers au format PDF**. L'enveloppe portera la mention « **Commune de Milvignes – Projet « Les Mûriers – Candidature MEP – Ne pas ouvrir** ».

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandé. Si un nombre de pages maximum est requis, l'organisateur et le Comité de sélection ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso (exemple : 3 pages A4 = 1 page A4 recto-verso + 1 page recto). Les croquis éventuels devront être explicites et les textes devront posséder un format qui facilite la lecture (par exemple : type de police d'écriture équivalent à l'Arial 11).

Tous les documents devront être soigneusement intégrés dans un classeur A4 ou reliés au format A4, avec de manière visible, soit sur la tranche, soit sur la face principale, la raison sociale du candidat et le nom de l'objet de la procédure « Projet Les Mûriers ». L'ordre des documents doit permettre la recherche aisée de l'information.

## 18. RECEVABILITÉ DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Le Collège d'experts ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers :

- remis dans le délai et à l'adresse fixés ;
- accompagnés des attestations, preuves et documents demandés ;
- présentés en français et recevables selon les conditions fixées aux chapitres 4 à 9 ;
- remis par un candidat dont les membres sont suisses ou dont leur siège social se trouve dans un des pays qui offre la pleine réciprocité aux entreprises et bureaux suisses en matière d'accès à leurs marchés publics ;

En cas de doute sur la recevabilité d'un dossier de candidature, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie. Néanmoins, le candidat ne pourra compléter son dossier sur des éléments en lien avec un des critères de sélection.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement.

## 19. DÉCISION DE SÉLECTION

L'adjudicateur a décidé de sélectionner entre 4 et 6 candidats pour le 2<sup>ème</sup> tour de la procédure, normalement 2 à 3 candidatures par variante.

La décision de sélection sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont le dossier est recevable. Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritères qui indiquera les résultats de tous les candidats.

## 20. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A LA DECISION DE SELECTION

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas sélectionné peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant, en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier.

Un candidat ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci.

## 21. ANNONCE DES RÉSULTATS DES MEP, DROIT D'AUTEUR ET PUBLICATION DU PROJET

Un candidat non retenu pour le 2<sup>ème</sup> degré des MEP recevra un rapport qui précisera de manière résumée les motifs qui ont amené le Collège d'experts à ne pas retenir sa proposition.

Les concurrents seront informés par écrit du résultat de la procédure et par l'intermédiaire d'une publication officielle via le site Internet [www.simap.ch](http://www.simap.ch). Le Maître de l'ouvrage n'est pas tenu de consulter préalablement les auteurs des projets en cas de publication. L'annonce des résultats se fera également par voie de presse avant ou après l'exposition publique.

Tous les concurrents qui auront déposé un concept et par la suite un avant-projet s'engagent à un devoir de réserve et à ne pas le rendre public, ceci par quelque moyen média que ce soit, y compris les réseaux sociaux, avant l'annonce officielle des résultats coïncidant avec la date du vernissage.

Le droit d'auteur sur les projets reste propriété des participants. Les documents relatifs aux projets qui ont reçu une indemnité dans le cadre des MEP deviennent la propriété du Maître de l'ouvrage. Ce dernier peut exiger du lauréat qu'il remette son avant-projet dans un format informatique exploitable.

Aucune revendication de dédommagement ne pourra être formulée en cas de dégradation accidentelle ou malveillante des documents relatifs à un projet.

## 22. RAPPORT DU COLLÈGE D'EXPERTS

Le jugement final fera l'objet d'un rapport du Collège d'experts qui sera remis à tous les participants ayant rendu un concept et par la suite un avant-projet. Ceci au plus tôt au moment du vernissage de l'exposition publique. Il fera foi pour le dépôt d'une plainte auprès de la Commission des concours de la SIA contre la décision du choix du lauréat des MEP.

## 23. EXPOSITION PUBLIQUE DES PROJETS

À l'issue du concours, l'ensemble des avant-projets admis au jugement du 2<sup>ème</sup> degré des MEP fera l'objet d'une exposition publique, à une date et un lieu qui seront annoncés par voie de presse et aux concurrents.

Le nom des auteurs de tous les projets admis au jugement final sera porté à la connaissance du public.

Les documents et l'éventuelle maquette, ainsi que leurs emballages, relatifs aux projets non retenus, pourront être repris par leurs auteurs à la date de la fin de l'exposition publique selon les indications fournies par l'organisateur.

## 24. VOIES DE RECOURS

Le candidat est informé qu'outre le contenu de l'avis officiel et du dossier d'appel à candidatures, toutes les décisions notifiées par écrit par l'adjudicateur, à part la décision intermédiaire de sélection des concurrents pour le 2<sup>ème</sup> degré des MEP, sont sujettes à recours.

Le recours doit être interjeté auprès de la Cour de droit public du Tribunal cantonal, rue du Pommier 1, CP 3174, 2001 Neuchâtel, ceci dans un délai de 10 jours dès la réception de la notification de la décision ou de la date de la publication officielle. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé d'office, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.



## 25. SIGNATURES POUR APPROBATION

Monsieur Bruno Marchand



Monsieur Philippe Donner



Monsieur Laurent Fragnière



Monsieur Philippe Rod



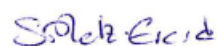
Monsieur Bernard Zurbuchen



Madame Natacha Aubert



Madame Solange Platz Erard



Monsieur Angelo Suffia



Monsieur Patrick Vallat



Monsieur Louis Godet

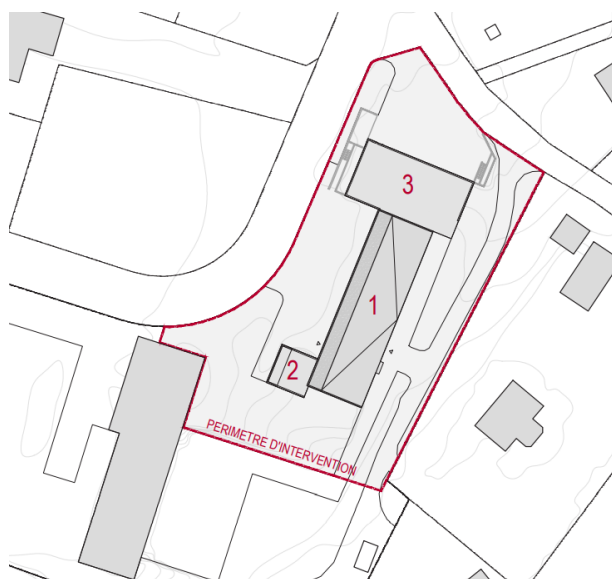


## B. PRÉSENTATION DU PROJET

### 26. HISTORIQUE ET BREF DESCRIPTIF DES INTENTIONS DU MAÎTRE DE L'OUVRAGE

La Commune de Milvignes est propriétaire du bâtiment « Mûriers 2 » sis à la croisée des rues des Mûriers, du Creux-du-Sable et des Vaudijon à Colombier, à proximité immédiate du collège des Mûriers.

La parcelle est le bien-fonds n° 3546 d'une surface de 9'202 m<sup>2</sup>. Elle est colloquée en zone d'utilité publique (ZUP pour des projets tels qu'écoles, bâtiments administratifs ou officiels, aménagements sportifs, lieux de cultes, cimetières, etc.). Elle ne possède pas d'indices d'utilisation (IBUS) et d'occupation (IOS) du sol. Par contre, la hauteur maximale à la corniche est de 12 m et des gabarits sont imposés par rapport aux limites de la parcelle (60° et 75°). La distance à la limite de la parcelle doit être d'au moins 3 m. Elle possède aussi quelques servitudes.



- |   |
|---|
| <p>1. Corps principal, 1'131m<sup>2</sup></p> <p>2. Garages Sud, 54m<sup>2</sup></p> <p>3. Locaux d'entreposage Nord, 289 m<sup>2</sup></p> |
|---|

Ce bâtiment abrite actuellement des locaux de stockage, anciennement dévolus au Service du feu, un abri PC et un accueil parascolaire à l'étage, ainsi qu'un appartement de fonction. Il n'est plus du tout aux normes actuelles, tant du point de vue énergétique que du point de vue parasismique, de défense et sécurité incendie et d'accessibilité aux handicapés.

Le Conseil communal avait l'intention de rénover, de transformer et d'assainir, voire également d'agrandir ou de démolir ce bâtiment afin d'y accueillir de nouveaux services.

Plusieurs pistes ont été étudiées. Mais c'est aujourd'hui l'accueil pré- et parascolaire qui sont destinés à occuper les locaux du bâtiment principal, alors que les anciens locaux d'entreposage Nord pourraient intégrer une salle à l'usage des sociétés locales telles que l'Harmonie ou la Colombière qui ont l'avantage d'occuper les locaux à des heures différentes. Le programme du préscolaire comprend (40 enfants provenant de la Citrouille et celui du parascolaire 120 à 184 écoliers.

En vue de la rénovation, il a été commandé une étude afin de déterminer la faisabilité de l'introduction du nouveau programme de locaux, mais également le potentiel constructif et d'agrandissement. Quatre variantes ont été étudiées jusqu'en août 2019 par le bureau Andrea Pelati Architecte, complétées des remarques sur les parties structurelles émises par le bureau DSI – Desaulles & Simon Ingénieurs civils et du diagnostic amiante et polluants du bureau HSE Conseils.

Le résultat de l'étude précitée et ses annexes sont remises en annexe. Ses conclusions démontrent qu'il est possible de procéder à des extensions en surface et en hauteur. Toutefois, la configuration actuelle des locaux, de ses accès et de ses circulations verticales et horizontales, mais également la hauteur actuelle de certains locaux ne rendent pas aisées les transformations intérieures, ni l'extension en hauteur, ceci d'autant plus s'il y a plusieurs fonctions indépendantes qui seraient prévues.

La variante B semble a priori la plus réaliste du point de vue programmatique au vu de la proximité de l'école des Mûriers, la moins risquée du point de vue constructif et pour un investissement raisonnable d'environ CHF 7,54 millions TTC.

A titre informatif, les variantes étudiées étaient estimées de CHF 5,1 millions à 12,3 millions TTC pour les codes des frais de construction (CFC) 1 à 5 (sans les équipements spéciaux et le mobilier) avec un degré de précision à ce stade d'environ 20%. Il est précisé que la variante D, la plus onéreuse, consiste à démolir le bâtiment existant en conservant le sous-sol et à construire un nouveau bâtiment au-dessus.

Suite à la première étude de faisabilité, le Conseil communal a demandé au bureau d'architectes d'étudier trois variantes supplémentaires. Cette étude complémentaire datée de novembre 2019, est également consultable. Ses conclusions démontrent des coûts estimés à CHF 8,3 millions à 9 millions TTC (CFC 1 à 5), mais avec l'inconvénient de devoir procéder à une extension en hauteur de l'ensemble du bâtiment et, selon la variante, également en surface. La problématique des places de parc devra également être résolue selon les exigences réglementaires.

Une réflexion sur l'accueil provisoire des utilisateurs actuels des locaux, le temps des travaux, est également souhaitée, à savoir l'accueil parascolaire d'environ 120 enfants.

Lors de la préparation de la présente procédure, le Conseil communal n'avait toujours pas tranché s'il privilégie :

- **Variante 1** : transformation et assainissement du bâtiment existant avec une éventuelle extension partielle et/ou avec une démolition partielle ne dépassant pas plus de 30% de la surface brute de plancher totale actuelle,
- **Variante 2** : démolition totale du bâtiment existant suivi d'une construction neuve

Le Conseil communal compte sur le rendu du 1<sup>er</sup> degré des MEP pour trancher cette question, mais pourrait aussi se décider à laisser les deux variantes être présentées jusqu'à la fin du 2<sup>ème</sup> degré des MEP après une première sélection des concepts les plus convaincants.

La volonté du Conseil communal est de réaliser le projet présentant le meilleur rapport efficacité / investissement sur le long terme, tout en le réalisant dans l'esprit du développement durable des points de vue environnemental (efficacité énergétique de l'enveloppe du bâtiment, emploi des énergies renouvelables, choix de matériaux écologiques, gestion rationnelle de l'eau, végétation, etc.) et sociétal (locaux de services publics et d'accueil des jeunes, etc.).